

UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social) *Recherches pour le changement social*, Suisse, 2004, 141 pages.

Hélène Ngamba Tchapda
FSEGA, Université de Douala
Douala, Cameroun

Sous la direction de Thandika Mkandawire, «Les recherches pour le changement social» est un rapport récapitulatif de quarante années de recherches qui retrace l'histoire de certains projets de recherche initiés par l'UNRISD dans cet espace temporel. Outre l'avant-propos, la préface, la présentation de l'Institut, la table des matières, les références choisies et les abréviations et sigles, ce rapport est composé de sept chapitres.

Il ressort du chapitre introductif qu'en dépit des interruptions pour des raisons évidentes liées à ses missions, l'UNRISD a œuvré dans six domaines à savoir dans l'ordre: politique sociale et bien-être; cohésion sociale et conflits; développement durable; démocratisation, société civile et gouvernance; genre et développement; marchés, entreprises et réglementations. Les résultats de ses recherches ont nourri les réflexions dans les grands sommets mondiaux. Ses travaux ont bénéficié de l'appui financier de certains pays européens et ONG, et de la collaboration de chercheurs des pays en voie de développement.

Au registre des bilans, les projets initiés ces dix dernières années ont donné lieu à la publication de plus de 50 livres et 200 documents traduits et diffusés avec la contribution de plus de 450 chercheurs. En perspective, les préoccupations relatives au genre, au rôle de l'État, à la société civile et au secteur privé constitueront à l'avenir ses axes prioritaires. Toutefois, l'UNRISD ne se départira pas de son esprit critique pour sauvegarder les valeurs de bien-être, d'équité, de droit de l'homme dans le monde en général et dans les pays en voie de développement (PVD) en particulier.

Le chapitre 2 qui débat de la politique sociale et du bien-être montre à suffisance que loin d'être considérées comme un accessoire, un rajouté après coup, ces notions doivent être placées au centre de l'analyse, tant il est vrai qu'il existe un lien étroit entre la croissance économique et le développement social. Aussi cette partie rend-elle compte de la méthode quantifiable de l'élaboration de 19 indicateurs sociaux fiables et peu coûteux. Il est apparu dans la pratique qu'une politique sociale qui donne la priorité aux soins maternels et infantiles, à la prévention, à l'amélioration

de l'éducation sanitaire, à l'alphabétisation générale, à l'éducation fondamentale et aux conditions de santé et d'hygiène a des effets marqués sur ces indicateurs.

Les recherches sur la cohésion sociale et les conflits au chapitre 3 ont porté sur la question essentielle, à savoir comment favoriser un type d'intégration propice à la création d'une société juste, équitable et paisible? L'UNRISD, face à des situations-problèmes, a préconisé des solutions qui, si elles ne peuvent pas éradiquer les problèmes sociaux, peuvent au moins les atténuer. Les cas spécifiques des réfugiés, des rapatriés et des immigrés ont été pris en compte dans l'étude. En définitive, l'UNRISD est d'avis que la reconstruction après les guerres passe par un dialogue qui exige une implication de toutes les parties prenantes où chacun se sent citoyen et partage les mêmes valeurs.

Au chapitre 4 consacré au développement durable, l'UNRISD s'est penché sur les causes et les conséquences de la dégradation de l'environnement. Ses conclusions révèlent à ce niveau qu'autant les causes sont liées à un ensemble de facteurs, autant les répercussions sociales de la dégradation de l'environnement revêtent des formes multiples. C'est la raison pour laquelle les projets de programme de protection de l'environnement qui contribuent au développement durable ne doivent pas seulement avoir pour objet de protéger les ressources naturelles, mais également et surtout d'améliorer les conditions d'existence des populations, de respecter leur droit, de renforcer les institutions démocratiques, de favoriser leur autonomisation et de promouvoir un développement soucieux d'équité et de justice sociale.

Dans le chapitre 5 traitant de la démocratisation, la société civile et la gouvernance, l'UNRISD a démontré que la motivation et la participation de la population étaient la clé du succès des projets de développement. Autrement dit, la forme de l'État doit permettre aux personnes jusque-là exclues d'avoir une citoyenneté, une prise sur les ressources, les choix des dirigeants responsables et les organes de contrôle. À cet égard, dans cette structure, les OSC, ONG, et populations locales doivent véritablement jouer leur rôle. Pour ce faire, elles doivent non seulement optimiser les acquisitions des TIC, mais également renforcer leur capacité à s'organiser et à conclure des alliances performantes et durables.

Du chapitre 6 réservé au genre et au développement, on retient que les avancées dans la considération de l'aspect genre ayant conduit à la «démarginalisation» de la question féminine se heurtent à des pesanteurs telles que l'instabilité économique, la déréglementation des conditions de travail et les pertes des droits y afférents, la faible institutionnalisation de

leur droits politiques, la forte résistance des coutumes et préjugés sociaux. Pour en sortir, l'UNRISD estime qu'une approche multidimensionnelle est indispensable pour mettre au point des politiques sociales et économiques adaptées, ainsi qu'un cadre et des processus démocratiques sous-tendus par des revendications féminines efficaces pour plus de justice.

Les travaux de l'UNRISD qui se sont appesantis au chapitre 7 sur les marchés, les entreprises et les réglementations, visaient à appréhender dans son ensemble la complexité du marché d'autant plus que les ajustements structurels et ses corollaires n'avaient pas favorisé le développement économique et social d'une part; et que, les interrogations surgissaient sur l'efficacité du rôle de responsabilité sociale des entreprises. Cette problématique offre un terrain d'affrontement entre les intérêts divergents où le résultat dépendra dans une large majorité de l'équilibre des forces en présence dont le compromis aboutirait à un maintien ou à une modification de la structure existante des droits et obligations.

Si l'UNRISD sauvegarde son autonomie, la pertinence de ses critiques et recherches, affine ses méthodes d'analyse, reste ouvert et attentif à l'évolution du monde, nul doute que ses résultats ultérieurs feront œuvre utile mieux que par le passé. Toutefois, à l'instar de la Banque mondiale dans ses «Rapports sur le développement dans le monde» et du FMI à travers «Finances et développement», il gagnerait à développer des stratégies de marketing pour faire connaître ses réalisations à un public plus large.